

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.911

## Manifestation pour l'emploi des Réunionnais à La Réunion

### «On attend toujours le changement»



Une foule nombreuse et solidaire pour faire gagner le respect d'un principe.

**D**evant la préfecture, vendredi 20 juin au matin, une foule de parents, de jeunes étudiants et sans emploi, de syndicalistes et des représentants d'association est venue interpellier les Ministres de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et des Outremer, George Pau-Langevin.

Sous le thème de l'emploi et des mutations, Gilles Leperlier, président de Nou Lé Kapab, Idriss Rangassamy, du Groupe GPX974 et Olivier Fontaine des «Déportés de l'Education nationale», ont appelé à la priorités aux Réunionnais(e)s d'ici et d'ailleurs. Plusieurs personnes sont venues témoigner du vécu de leurs enfants et de leur entourage. Tous se sont accordés pour dire «priorité à l'embauche des réunionnais».

Gilles Leperlier, président de Nou Lé Kapab (AJFER), a expliqué les raisons de la mobilisation: «cela fait six mois que le député-maire Patrick Lebreton

a rendu son rapport sur la régionalisation de l'emploi au ministre des Outremer, six mois que les choses n'ont pas changé, et qu'il n'y aucune solution. Ils nous avaient dit il y a deux ans, ne vous inquiétez pas le changement c'est maintenant. On attend toujours le changement et en attendant les postes continuent à échapper aux personnes de La Réunion».

Avec un taux de chômage de plus de 28%, dont 56,2% chez les moins de 25 ans, la situation «nécessite des mesures concrètes et réelles» pour le jeune homme. Ce dernier a ainsi mis en avant qu'au cours des six derniers

«seulement», des postes à responsabilité à la mairie de La Possession, mais aussi sur les chantiers de la NRL, ou encore à Air Austral, ont été réservés à des personnes venues de l'extérieur, «alors qu'il existe des personnes compétentes pour occuper les postes».

### Six mois après le rapport Lebreton

Evoquant la venue de François Hollande dans l'île, Gilles Leperlier a indiqué «qu'au même moment, quand il sera à La Réunion, il y aura 58 professeurs stagiaires qui vont prendre l'avion en même temps que lui, parce qu'ils sont mutés dans des académies en France, alors qu'il y a des postes disponibles à La Réunion».

*Suite en page 2*



Présents dans la mobilisation, de jeunes professeurs stagiaires et leurs familles ont témoigné de leurs situations qualifiées d'injuste et incompréhensible. «Pire, on constate qu'en France, il y a des académies, où il y a des postes vacants, parce qu'ils ont créé des postes en plus», a expliqué Gilles Leperlier. Ce dernier s'est indigné qu'"à l'heure où on parle, 400 postes d'enseignants qui ne sont pas pourvus en France, parce que personne ne veut occuper les postes. Mais par contre, quand il s'agit de venir à La Réunion, il ne manque pas de candidat».

A noter la présence du sénateur Paul Verges, seul élu venu soutenir la mobilisation.

### «C'est par la lutte qu'on change les choses»

De son côté, Idriss Rangassamy, du GPX974, a rappelé la souffrance des familles qui «ont un marmay en France. Ils souffrent parce que le système de mutation qui est mis en place ne prend pas en compte l'ancienneté de la demande, mais l'ancienneté administrative». Une situation qui entraîne des drames et «empêche le retour des collègues».

*Suite en page 4*



Soutien de la CGTR Ports et Docks.



Firmin Viry aux côtés de Gilles Leperlier, la solidarité des planteurs avec le combat des jeunes.



Gilles Leperlier, président de Nou Lé Kapab, Idriss Rangassamy, du Groupe GPX974 et Olivier Fontaine des «Déportés de l'Education nationale».

## Édito

# Deux ministres pompiers pour éteindre le feu dans la majorité gouvernementale

Deux ministres viennent en visite à La Réunion. Ils séjournent 24 heures et puis repartent sans jamais aborder les vrais problèmes qui taraudent l'esprit des Réunionnais. Hélas, ce n'est pas nouveau et cela interroge. Que sont-ils venus faire réellement? Ils ont fait des déclarations et ont pris l'avion le lendemain de leur arrivée. Ils ne sont pas venus «écouter».

Les planteurs se sont invités à la Préfecture. Leur cortège a occupé tout le boulevard du Barachois si bien que le trafic a été interrompu à cet endroit. Les jeunes étaient rassemblés devant les grilles de la Préfecture et ont exposé leur volonté de vivre et travailler au pays. Ils ont dénoncé le refus du pouvoir de les entendre. L'intersyndicale des travailleurs a aussi demandé à être reçue.

Et si, au fond, ils n'étaient venus que pour rassurer les socialistes, pour dire que le gouvernement travaille, qu'il faut être solidaire et ne pas suivre les élus frondistes? Les menaces de ces derniers freinent l'action du gouvernement qui doit constamment négocier, réduisant considérablement les marges de manœuvre de la direction du PS. C'est Cambadélis qui dit qu'il arrive trop tard, sous entendu à la tête du PS. En fait, la vraie direction, celle qui

permet le débat, c'est le groupe des 100 qui ne cesse de grandir.

L'hypothèse de ministres pompiers en mission commandée se reflète dans leurs déclarations: ils citent nommément chaque Député socialiste. Ils leur distribuent des bons points. La visite au Port est un lot de consolation pour députée de la majorité présidentielle en mal de reconnaissance. L'oubli infligé au député de Saint Leu, le 7e membre de la majorité présidentielle, pourrait signifier le désintérêt avec «le Centre».

Dans ce climat d'instabilité, il était aussi important de déminer à Mayotte, avant le sommet de la COI. En effet, la venue de Hollande à Moroni, dans un mois, sans passer par Mayotte, aurait soulevé le mécontentement des Députés Mahorais. Le fait que Hollande viendra «dormir» chez nous, dans le Sud, est un élément de contradiction supplémentaire. Tout cela vaut bien un déplacement de ministres-pompiers.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)





Ce dernier s'est indigné du contexte actuel, car «on veut savoir pourquoi quand il y a des postes à La Réunion, il n'y a pas de Réunionnais. Le Réunionnais est obligé de passer par un syndicat, un politique pour pouvoir rentrer chez lui. Ce n'est pas normal». «Ce n'est pas normal que l'on doit faire plus pour rentrer chez nous», a ajouté ce policier.

D'autant plus que «tout le monde est d'accord pour changer ce système. Et revenir à l'ancienneté de la demande». Face aux détracteurs disant que le concours est national, Idriss Rangassamy a assuré: «oui le concours est national, mais à un moment donné,

quand on fait dix ans là bas, on a le droit de rentrer. Rentrer parce qu'on a nos familles, notre culture ici». Ce dernier a insisté, «il faut changer de système» et que «les rapports Bédier et Lebreton servent toute la fonction publique».

Pour Gilles Leperlier, «c'est par la mobilisation que l'on va arriver à faire changer les choses et qu'enfin cette injustice, qui n'a que trop duré, cesse». Le jeune homme a indiqué que lors de la venue du chef de l'Etat à La Réunion, ce dernier devrait faire des annonces sur la régionalisation de l'emploi, «mais là aussi, on sait que cela fait longtemps qu'ils parlent, mais

quand il s'agit de faire, il n'y a pas grand chose».

La mobilisation de ce 20 juin est également l'occasion de «peser sur les décisions» du gouvernement, dont les deux ministres présents à La Réunion sont venus «pour préparer la venue de François Hollande». «Il faut que lorsque le chef de l'Etat vienne le mois prochain, on fasse en sorte que plus un poste disponible à La Réunion n'échappe aux personnes de La Réunion», a conclu le président de Nou Lé Kapab.

**Correspondant**

## «En attendant, cabri i mange salad»

A la sortie de leur rencontre avec l'un des directeurs de cabinet du ministre de l'Intérieur, Gilles Leperlier et Idriss Rangassamy ont expliqué que «la ministre est sensible à la bataille que l'on mène sur la régionalisation de l'emploi. Que le rapport Lebreton a été retransmis à la nouvelle ministre. Pour cela, on ne s'inquiète pas».

«Le rapport est en train d'être étudié et examiné pour voir comment mettre en place les mesures. Une commission devrait être mise en place pour savoir comment le gouvernement va mettre en place le rapport Lebreton», a rapporté Gilles Leperlier. Ce dernier a ironisé: «voilà

comment en attendant les rapports, les commissions, les sous-commissions etc. En attendant il y a des postes qui échappent aux Réunionnais, il y aura encore des personnes qui souffrent, et il y aura encore 58 professeurs stagiaires qui seront mutés dans des académies en France», a expliqué devant la foule, le président de Nou Lé Kapab (AJFER).

Face à cette situation, «on va continuer la mobilisation et faire en sorte de peser sur les décisions». Pour Idriss Rangassamy, «Nou tien bon, nou larg pas».

## **Echec de la rencontre entre les planteurs et le représentant du gouvernement**

# **Filière canne : la CGPER lance un ultimatum à François Hollande**



**A** l'appel de la CGPER, plusieurs centaines de planteurs ont défilé de l'ancienne gare de chemin de fer de Saint-Denis à la préfecture. Une délégation a été reçue par un conseiller de la ministre des Outre-mer. Aucune réponse à la fin des quotas, si ce n'est un rapport parlementaire que la CGPER juge illégitime. Le syndicat attend du président de la République des solutions durables pour sauver la filière canne et rappelle que les planteurs n'ont plus rien à perdre. Une revendication: la compensation intégrale.

C'était un des temps forts de la visite de Bernard Cazeneuve (ministre de l'Intérieur) et de George Pau-Langevin (ministre des Outre-mer). Logiquement, les planteurs attendaient des réponses à leurs inquiétudes suite à l'annonce de la suppression des quotas sucriers pour 2017. Cette décision implique la fin du prix minimum garanti du sucre à partir duquel est calculé celui de la canne.

La CGPER a organisé hier matin une manifestation aboutissant devant la préfecture. Une délégation composée de Jean-Bernard Gonthier, président

de la Chambre d'agriculture, et Jean-Yves Minatchy, président de la CGPER, a été reçue par le chef de cabinet de la ministre des Outre-mer, et pendant quelques instants par George Pau-Langevin en personne.

La rencontre n'a pas permis d'apaiser les inquiétudes, bien au contraire. Jean-Yves Minatchy a fait le rapport de la délégation. Il fustige tout d'abord 5 parlementaires et Téréos qui parlent au nom de la filière alors qu'ils ne plantent pas de cannes.

Le président de la CGPER dénonce un rapport parlementaire fait sans

concertation avec les planteurs: «les sept préconisations sont sept demandes de Téréos».

Pour la CGPER, il est hors de question d'accepter le cours mondial. Le planteur réunionnais ne peut pas aligner son coût de production sur celui du Brésil ou de la Thaïlande. Le syndicat exige la compensation intégrale.

Il estime que c'est au gouvernement de compenser les pertes de revenu liées à la fin du quota, donc c'est au gouvernement de payer pour que le planteur puisse maintenir son activité. C'est la seule revendication de la CGPER pour faire face à la fin du prix garanti.

Elle se justifie notamment par le fait que les Etats-Unis versent 32 milliards par an à leurs agriculteurs, soit plus que l'Union européenne.

François Hollande doit arriver fin juillet à La Réunion. L'ultimatum est lancé: quand le président arrive, il doit nous apporter des solutions fermes et définitives».

**Manuel Marchal**



## Synthèse des Rencontres de la jeunesse réunionnaise

# 10 propositions pour les jeunes

**L**es ministres de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et des Outremer, George Pau-Langevin, ont assisté à la synthèse des Rencontres de la jeunesse réunionnaise, organisée le 6 juin. A cette occasion, les conclusions des trois ateliers ont été présentées, ainsi que les 10 propositions pour accompagner, informer et sensibiliser la jeunesse.



George Pau-Langevin et Bernard Cazeneuve lors de la Synthèse des Rencontres de la jeunesse réunionnaise.

Trois thèmes majeurs ont été choisis pour ces premières rencontres: la mobilité, la remobilisation des jeunes au bord du chemin et l'engagement et la parole des jeunes. Trois axes évoqués dans les propositions faites à la fin des ateliers organisés en mai et

juin de cette année.

### Une mobilité «choisie»

Concernant la mobilité, le débat s'est

porté sur la difficulté pour les jeunes à accéder à l'information. Pour l'un des jeunes présents aux côtés des ministres, il est «inadmissible qu'aujourd'hui il faut quitter notre département pour se former ailleurs. C'est dommage qu'il n'y ait pas assez de formation à La Réunion». Une remarque à laquelle la ministre des Outremer a assuré que la mobilité est «un grand bénéfice. On apprend beaucoup». George Pau-Langevin a ainsi expliqué «quand on revient, on apporte tout ce qu'on a appris» pour participer au développement de son territoire. Un retour pas toujours certain pour nombre des jeunes, pour qui «la peur de ne pas revenir» est un frein à la mobilité.

Autre sujet évoqué, la mobilité intérieure stoppée par les difficultés des jeunes à se déplacer, faute de permis de conduire. Face à cela, Bernard Cazeneuve a mis en avant sa réforme du permis de conduire, qui «sera moins cher pour les jeunes» et dont les heures de conduite devraient être harmonisées sur l'ensemble du pays à 30 euros. Les deux ministres ont mis en avant l'importance d'une «mobilité choisie» grâce aux «dispositifs d'accompagnement vers l'autonomie», a indiqué le ministre de l'Intérieur.

### Manque de communication

Pour le second atelier, consacré aux «jeunes au bord du chemin», le débat s'est orienté vers le manque de communication et d'information, car «les jeunes veulent travailler, ils ont le potentiel, mais ils ne sont pas suivis.

## «La richesse d'un pays»

Pour la ministre des Outremer «la richesse pour un pays est d'avoir une jeunesse importante et motivée». Dans son allocution de clôture, George Pau-Langevin a indiqué que «les propositions vont être vérifiées et regardées de près», car l'objectif du gouvernement est de «structurer l'action publique, avec l'agence réunionnaise de la jeunesse, qui est une idée positive». La ministre a assuré qu'une «fois formés, il faut permettre aux jeunes de revenir» et d'«utiliser leurs compétences acquises à l'extérieur». Cette dernière a évoqué l'appel à projet pour l'information des

jeunes des départements d'Outremer, souhaitant que La Réunion participe à cet appel. «La Réunion doit tenir toute sa place», a indiqué la ministre.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur les valeurs républicaines, qui «doivent être respectées». Le respect sous plusieurs aspects celui envers les jeunes, envers les autres «dans la République» et «le besoin d'avoir des débats authentiques et vrais», a conclu Bernard Cazeneuve.

Il y a un manque d'aide, d'information, ni de communication, pour cela qu'il se découragent». Cependant, avant d'accompagner les jeunes en décrochage scolaire, «il faut savoir où ils sont», a indiqué l'un des jeunes.

En effet, pour d'autres, «il ne faut pas attendre que le jeune soit en décrochage scolaire pour agir, mais faire de la prévention». Une prévention défendue par la ministre qui assure qu'une «réflexion et des actions ont lancé pour lutter contre le décrochage scolaire. Il faut commencer dès le primaire». Enfin, vis-à-vis de l'engagement et la parole des jeunes, «nous devons vous donner plus de possibilités de rentrer de plein pied dans la vie adulte», avec «bienveillance et une attention spécifique envers les jeunes», a indiqué George Pau-Langevin.

De son côté, le sous-préfet à la cohésion sociale et à la jeunesse, Ronan Boillot, a indiqué que l'Agence Réunionnaise de la Jeunesse, «en cours de création», était là pour répondre aux attentes des jeunes.

**Céline Tabou**

## 10 propositions pour la jeunesse réunionnaise

Pour conclure, dix propositions ont été faites au gouvernement:

- Une journée de sensibilisation à la mobilité pour tous les jeunes
- L'expérience de mobilité avant 16 ans pour tous les jeunes
- Impliquer et informer les parents.
- Informer les professionnels qui travaillent avec les jeunes
- Renforcer la présence de travailleurs sociaux
- Mettre en place espace pour les jeunes
- Mettre en place débat de quartier
- Faire de la place aux jeunes dans les associations
- Développer lien entre créateur d'emploi et les jeunes
- Valoriser les compétences acquises tout au long de la vie

## George Pau-Langevin présente le Pacte de responsabilité Outre-mer

### Le CESER critique la politique du gouvernement

**L'**université était la première étape du séjour réunionnais de la ministre des Outre-mer ce vendredi 20 juin 2014. George Pau-Langevin avait rendez-vous avec le Conseil économique social et environnemental régional. Les membres de cette instance ont fait part de leurs critiques au sujet de la politique menée par Paris à La Réunion. La déclinaison outre-mer du Pacte de responsabilité n'a donc pas été accueillie très favorablement.

Après le mot de bienvenue de Mohamed Rochdi, président de l'Université, Jean-Raymond Mondon, président du CESER a présenté l'institution qui se fixe comme but de «répondre aux nombreux défis auxquels est confrontée La Réunion. Elle a pour fonction de donner des avis sur lesquels les élus peuvent s'appuyer pour décider. Jean-Raymond Mondon a ponctué son intervention de la remise d'une clé USB à la ministre, contenant les plus récents rapports et avis du CESER. Il a également constaté que le manque d'accès aux statistiques rendait bien difficile toute évaluation des politiques publiques. George Pau Langevin a commencé son propos en disant que «les outre-mer ne sont pas simplement des problèmes mais des richesses pour la République», notamment en terme de zones économiques exclusives. Cela n'empêche pas des difficultés graves, «ici la préoccupation majeure est le taux de chômage».

### Encore plus d'exonérations

La ministre a enchaîné sur le bilan de l'action du gouvernement au cours de ces deux dernières années, saluant l'action de son prédécesseur Victorin Lurel. Un bilan que la ministre estime positif et auquel elle associe les députés PS de La Réunion car tous sont cités dans différentes actions. Elle a ensuite décliné le Pacte de responsabilité pour l'Outre-mer. La ministre évoque la concurrence avec les pays de la zone. Le gouvernement mise sur la baisse du coût du travail, c'est le sens du crédit d'impôt compétitivité emploi qui sera dans notre île à 9%, soit 50% plus élevé qu'en France. George Pau Langevin confirme également la baisse des cotisations familiales, la suppression des «charges sociales» pour les salaires payés au SMIC. Le total de ces mesures est un coup de pouce

de 400 millions d'euros aux entreprises d'Outre-mer.

### Des décisions aggravant la situation

Dans les échanges, toutes les interventions des membres du CESER soulignaient des manques ou des défauts à corriger au niveau de la politique menée par le gouvernement. Ainsi la remise en cause des aides au photovoltaïque ont coûté de nombreux emplois et contrevennent à l'objectif affiché de la transition énergétique. Il faut stabiliser pour redonner la confiance a rappelé en substance Ibrahim Lala de l'Ordre des Experts comptables. Ibrahim Patel, président de la CCIR, dénonce la réforme de l'apprentissage. Selon lui, elle obligera la CCIR à diminuer de 400 le nombre d'apprentis formés par an, avec la perspective du licenciement de formateurs. Le suivi du CICE est montré du doigt: comment faire là où n'existe pas de Comité d'entreprise, soit dans la plupart des cas à La Réunion. Jean-Pierre Rivière (CFDT) a également dénoncé l'attitude des gouvernements qui se succèdent et dont leurs membres refusent de prévoir une rencontre avec les syndicats lors de leur visite à La Réunion. Christian Picard (FSU) a demandé un report de la réforme des rythmes scolaires étant données les difficultés d'application à La Réunion. Même le CIRAD s'est joint aux critiques, déplorant la difficulté pour ses chercheurs de bénéficier de bourses de thèse. En réponse à ces interrogations, la ministre a défendu les mesures du gouvernement. Elle a annoncé la préparation d'une feuille de route s'appuyant sur deux volets: le développement économique et l'emploi.

**Manuel Marchal**

# Otè!

## Lo progrè téknik i sar pli vit ke nou !

*Sak i fé ke nou lé dépasé; moin té fine viv in épok la Rényon bann rout, loto, radio, tourn-disk tout lariv ansanm, minm la télé la pa amizé, san konté kouran élestri; konmsa minm lorkest bal samdi swar lé mor, bin oui, ék in tourndisk ti giny organiz in surpriz parti, fé dans tou le vilaz; sa la du èt in gran boulevsman pou nout paran!*

*Zordi, sak i anvayi a nou sé lo téléfone portab, lo taktil; prèsk toulmoun na son ti lékran, li la pi bézoin la mont, pi bézoin révèy, pi bezoin asèt laparey foto, minm lo kaméra –le sipèr 8 a ou, lo kaméskop a ou, tousala pi bézoin, maniétofone, maniétoskop, talèr tout out bann kasèt oui giny pi rogardé; laparey la pi dann magazin!*

*Lo téléfone portab i fé tout: la mont, lo révey, li tir foto, li film ziska; in klé USB, inn ti zafèr pa pli grok mon ti doi, li anrozist in paké zimaz, sinéma, la mizik, konversasyon.*

*Esey suiv, sinon ou sar dépasé.*

*Bon sign ou mové sign.*

*Sak i giny manié lé bon ...*

*Mé minm not zabitid viv ansanm i sanz, fé tatansyon; lé tro fasil si tout do moun i vé prann foto, film, ninport kan, ninport koman.*

*Lot swar, moin la po rogard in léspéktak dan lo téat ma vil, travay marmay lékol, santé, koral, plizir zétablisman.*

*Promié kou, in fanm in ran dovan moin, lisort son ti lékran, li film; li lèv son téléfone; i bous tout la sèn! A moin blizé di a èl: « madame, moin la pa ni war out lékran! »*

*An finn swaré, rebelot, dé ran pli dvan, in bononm, a li pli zoli, son gran tablèt; blizé rapèl a li a lord: « ti lèv ton tablèt ziskakan?»*

*La téknik i ran lo moun mal élvé! Lo droi pran la foto out marmay, dakor ! E lo devoir réspèk out konsitoyin!*

*Lo progrè téknik i doi pa dépas a nou!*

*Justin*